



## Arrêt

**n° 180 342 du 5 janvier 2017**  
**dans l'affaire X / VII**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : au X**

**contre:**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la  
Simplification administrative**

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIème CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 11 mai 2016, par X qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et de l'ordre de quitter le territoire, pris le 12 avril 2016.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 12 octobre 2016 convoquant les parties à l'audience du 16 novembre 2016.

Entendu, en son rapport, S. GOBERT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, ME H. GAMMAR *loco* Me I. de VIRON, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me A. DETOURNAY *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause**

1.1 Le requérant, de nationalité marocaine, est arrivé sur le territoire du Royaume muni de son passeport revêtu d'un visa Schengen délivré par les autorités françaises, à une date qu'il n'est pas permis de déterminer avec certitude.

1.2 Le 25 juillet 2013, la commune de Schaerbeek a informé la partie défenderesse du projet de mariage du requérant avec Madame [M.K.], de nationalité marocaine, titulaire d'une « carte F+ ».

1.3 Le 9 août 2013, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire (annexe 13), à l'égard du requérant, décision qui lui a été notifiée le 27 septembre 2013.

1.4 Le 4 septembre 2013, le requérant et Madame [M.K.] ont contracté mariage à Schaerbeek.

1.5 Par un courrier daté du 9 octobre 2013 mais réceptionné par la commune de Schaerbeek en date du 14 novembre 2013, le requérant, « en exécution des articles 9bis et 10 de la [loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après: la loi du 15 décembre 1980)] » a sollicité « un séjour en raison de son mariage avec Madame [M.K.] [...] ». Cette demande a été complétée en date du 7 mai 2014, du 12 août 2015, du 17 novembre 2015 et du 3 février 2016.

1.6 Le 27 décembre 2013, de l'union du requérant et Madame [M.K.], est né [A.A.] à Bruxelles.

1.7 Le 12 avril 2016, la partie défenderesse a déclaré la demande visée au point 1.5 irrecevable et a pris un ordre de quitter le territoire (annexe 13), à l'égard du requérant. Ces décisions, qui lui ont été notifiées le jour même, constituent les actes attaqués et sont motivées comme suit :

- en ce qui concerne la décision d'irrecevabilité (ci-après : le premier acte attaqué) :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

*[Le requérant] est arrivé en Belgique à une date indéterminée, muni de son passeport non revêtu d'un visa. Il n'a sciemment effectué aucune démarche à partir de son pays d'origine en vue d'obtenir une autorisation de séjour et s'est installé en Belgique de manière irrégulière sans déclarer ni son entrée ni son séjour auprès des autorités compétentes. Le requérant n'allègue pas qu'il aurait été dans l'impossibilité, avant de quitter le Maroc, de s'y procurer auprès de l'autorité compétente les autorisations de séjour requises nécessaires à son séjour en Belgique. Notons qu'un ordre de quitter le territoire lui a été notifié en date du 27.09.2013 ; force est de constater qu'il n'a pas obtempéré à cet ordre, préférant [sic] demeurer en séjour irrégulier sur le territoire.*

*L'intéressé invoque le fait d'avoir de la famille en Belgique avec laquelle il vit, en l'occurrence son épouse en possession d'une carte F+ (Mme [M.K.], enceinte au moment de l'introduction de la demande 9bis du 14.11.2013 et dont l'accouchement était prévu en décembre 2013. Au vu des documents fournis ensuite par l'intéressé et des informations reprises au registre national, il s'avère que l'enfant commun du couple ([A.A.]) est né à Bruxelles en date du 27.12.2013. L'intéressé ajoute que Madame [M.] dispose de revenus pour subvenir aux besoins de sa famille et fournit pour étayer ses dires son contrat de travail. Toutefois, ces arguments ne constituent pas de facto une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour momentané au pays d'origine. En effet, l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher le requérant de retourner dans son pays pour le faire (C.E., 27 mai 2003). Un retour au Maroc en vue de lever les autorisations requises pour permettre son séjour en Belgique ne constitue pas une atteinte à la vie privée et familiale du requérant de par son caractère temporaire. Ajoutons que la Convention relative aux droits de l'enfant - adoptée à New-York le 20.11.1989 - précise dans l'alinéa 2 de son article 27 que c'est aux parents qu'incombe au premier chef la responsabilité d'assurer les conditions de vie nécessaires au développement de l'enfant. Aussi, bien que Monsieur fournit des preuves de travail dans le chef de son épouse, cet élément ne nous permet pas de croire qu'elle ne pourrait en assumer temporairement l'éducation ou ne pourrait, le cas échéant, se faire assister par un tiers ou un autre membre de sa famille pendant l'absence temporaire du père de l'enfant. Ajoutons que la loi n'interdit pas de courts séjours en Belgique durant l'instruction de la demande (C.E., 22 août 2001, n° 98.462).*

*L'intéressé se réfère également à l'article 10 de la loi du 15.12.1980. Rappelons qu'une demande d'autorisation de séjour basée sur l'article 9bis de la loi du 15.12.1980 et une demande de regroupement familial sur base de l'article 10 sont deux procédures distinctes. Notons aussi que le fait d'être cohabitant ou marié avec une personne en séjour légal en Belgique ne constitue pas une circonstance exceptionnelle. En effet, une procédure ad hoc est prévue dans cette situation : il incombe donc au requérant d'introduire selon les modalités requises une demande basée sur l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980 auprès du poste diplomatique belge compétent pour son pays d'origine. Ce retour au pays d'origine n'est que temporaire : notons en effet que le regroupement familial constitue un droit ; si l'intéressé répond aux prescrits légaux, ce droit lui sera donc automatiquement reconnu.*

*L'intéressé fournit à l'appui de sa demande un extrait de casier judiciaire vierge. Cependant, l'absence de condamnation est un fait attendu de tout un chacun et ne constitue pas raisonnablement une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire vers le pays d'origine. Soulignons toutefois que le fait de résider illégalement en Belgique constitue une infraction à la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.*

*Enfin, il est à noter que l'allégation du requérant selon laquelle la levée de l'autorisation de séjour serait longue à obtenir, ne repose sur aucun élément objectif et relève de la pure spéculation subjective (Conseil d'Etat - Arrêt n° 98.462 du 22.09.2001). De ce fait, la circonstance exceptionnelle n'est pas établie ».*

- en ce qui concerne l'ordre de quitter le territoire (ci-après : le second acte attaqué) :

*« L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants:*

*o En vertu de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 : n'est pas en possession d'un visa en cours de validité.*

*En application de l'article 74/14, §3 de la loi du 15 décembre 1980, le délai pour quitter le territoire est diminué à 0 jour car :*

*o 4° le ressortissant d'un pays tiers n'a pas obtempéré dans le délai imparti à une précédente décision d'éloignement : l'intéressé n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire qui lui a été notifié en date du 27.09.2013 ».*

## **2. Exposé des moyens d'annulation**

2.1.1 La partie requérante prend un premier moyen de la violation des articles 9bis, 10, 12bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, et 62 de la loi du 15 décembre 1980, des articles 22 et 22bis de la Constitution, de l'article 3 de la Convention internationale sur les droits de l'enfant (ci-après : la CIDE), des articles 8 et 13 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH), de l'article 5.3 de la directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial (ci-après : la directive 2003/86), des articles 7 et 24 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après : la Charte), des articles 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et du « principe général de l'intérêt supérieur de l'enfant ».

2.1.2.1 Dans une première branche, la partie requérante soutient en substance que l'affirmation de la partie défenderesse, selon laquelle une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois introduite sur base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 est distincte d'une demande de carte de séjour fondée sur l'article 10 de la même loi dans le cadre d'un regroupement familial, est contraire à l'article 12bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, de la loi du 15 décembre 1980. Après avoir cité cette dernière disposition, la partie requérante fait valoir que « [c]'est ce qu'[a] fait le requérant par le biais de la présente demande et a produit l'ensemble des pièces requises pour l'examen du dossier ». Elle souligne que « les travaux parlementaires de la loi visent expressément comme circonstance exceptionnelle la présence d'enfant mineur au sein du couple » et en conclut qu'en « affirmant qu'il s'agit de deux procédures distinctes et ce au mépris de l'article 12 bis précité l'acte attaqué n'est pas valablement motivé et doit être annulé ».

2.1.2.2 Dans une deuxième branche, la partie requérante fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir vérifié concrètement « si l'intérêt supérieur de l'enfant est préservé en contraignant le requérant à quitter le territoire pour une durée indéterminée en vue de solliciter une demande de séjour auprès de son ambassade ce qui impliquerait une séparation certes temporaire mais réelle du requérant de son enfant ». Elle considère que retourner dans son pays afin d'obtenir les autorisations de séjour requises ne constitue qu'une exigence purement procédurale puisque la partie défenderesse semble affirmer dans sa décision que le requérant bénéficierait d'un droit de séjour en exécution de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980 et estime dès lors que la première décision attaquée n'est pas raisonnablement

justifiée « au regard de l'intérêt supérieur de l'enfant qui doit pouvoir grandir sans être privé pour une période plus ou moins longue d'un de ses parents uniquement en vue de répondre à l'exigence de la partie adverse de faire cette demande auprès de l'Ambassade de Belgique dans son pays d'origine alors que la loi permet expressément la possibilité d'introduire cette demande à sa résidence ». Elle ajoute que « [s]i la partie adverse n'a pas d'obligation positive de veiller à la vie familiale du requérant puisqu'il s'agit d'une première demande de séjour, il a en revanche, l'obligation positive de veiller à la vie familiale de leur enfant et de son épouse qui bénéficient d'un séjour illimité. La partie adverse, doit donc, sous peine de violer l'article 8 de la CEDH, s'assurer que sa décision ne constitue pas une atteinte disproportionnée au regard de la vie familiale de l'enfant et l'épouse du requérant qui sont directement visés par cet acte administratif ; or, il est certain, qu'un enfant en bas âge doit pouvoir grandir avec ses deux parents et ne pas en être séparé trop longtemps, raison pour laquelle d'ailleurs, le législateur à favoriser l'hébergement égalitaire des enfants de parents séparés ». Par ailleurs, elle soutient que « [s]elon l'article 10, la partie dispose d'un délai de six mois pour traiter la demande de visa, et l'enfant risque de vivre un sentiment d'abandon, si son père est séparé de lui durant cette période ». En outre, elle fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir procédé à un examen concret de l'atteinte à la vie familiale du requérant et de n'avoir pris aucune mesure d'investigation, notamment par une enquête de police, ou une enquête sociale, pour s'assurer que la mesure ne constituait pas une atteinte disproportionnée à la vie familiale du requérant ». Enfin, elle reproche à la partie défenderesse d'affirmer que leur enfant pourrait être pris temporairement en charge par un membre de la famille ou une tierce personne, proposition qui est selon elle affirmée dans l'absolu sans connaître les liens réels du requérant avec son enfant et affirme que l'épouse du requérant n'a pas d'autres membres de sa famille pour s'en occuper. Elle conteste la motivation de la partie défenderesse à cet égard et estime que la partie défenderesse devait via une enquête sociale veiller s'assurer que sa proposition était bien conforme à l'intérêt supérieur de l'enfant. Elle en conclut « [qu'en] affirmant, sans connaître ni cet enfant ni sa famille, que celui-ci ne sera pas lésé par sa décision, la partie adverse ne motive pas valablement sa décision au regard de cette famille et l'acte attaqué doit donc être annulé ».

2.1.2.3 Dans une troisième branche, la partie requérante fait grief à la partie défenderesse de ne pas motiver la première décision attaquée au regard de l'article 8 de la CEDH et de « ne pas indiquer les raisons d'ordre public qui justifieraient le refus de la demande de régularisation de séjour au regard de cet article 8 ». Elle estime qu'imposer au requérant de retourner temporairement dans son pays d'origine pour faire une demande de séjour constitue une ingérence dans la vie familiale du requérant et surtout de son enfant et de son épouse qui ont droit au séjour. Elle en conclut « [qu'en] ne procédant pas à la balance des intérêts tel que préconisés par l'article 8 de la CEDH, la partie adverse ne motive pas adéquatement sa décision, l'acte attaqué doit donc être annulé ».

2.2.1 La partie requérante prend un second moyen de la violation de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, des articles 8 et 13 de la CEDH, des articles 22 et 22*bis* de la Constitution, des articles 7 et 24 de la Charte, des articles 5 et 6 de la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (ci-après : la directive 2008/115), ainsi que de « l'obligation de motiver adéquatement tout acte administratif ».

2.2.2 La partie requérante constate que « l'ordre de quitter le territoire constitue une décision retour pris [sic] en exécution de de la Directive 2008/115 » et estime « [qu'en] ne motivant pas sa décision au regard de l'intérêt supérieur de l'enfant et de l'obligation de respecter la vie familiale du requérant, la partie adverse viole les dispositions précitées et ne motive pas adéquatement sa décision d'autant que il [sic] ressort du premier moyen qu'il y a une atteinte manifeste à l'intérêt supérieur de l'enfant et la vie familiale du requérant qui n'est nullement justifié [sic] par un argument d'ordre public ».

### **3. Discussion**

3.1.1 A titre liminaire, sur les deux moyens réunis, le Conseil rappelle que, selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat et du Conseil, l'exposé d'un « moyen de droit » requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué (cf. notamment C.E., arrêt n° 164.482 du 8 novembre 2006 et C.C.E., arrêt n° 12 076 du 29 mai 2008).

En l'occurrence, le Conseil constate que, dans son premier moyen, la partie requérante s'abstient d'expliquer de quelle manière le premier acte attaqué violerait l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980, les articles 22 et 22bis de la Constitution, l'article 13 de la CEDH, l'article 5.3 de la directive 2003/86 et les articles 7 et 24 de la Charte. De même, la partie requérante s'abstient d'expliquer, dans le cadre de son second moyen, de quelle manière le second acte attaqué violerait l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 15 décembre 1980, les articles 22 et 22bis de la Constitution, l'article 13 de la CEDH, les articles 7 et 24 de la Charte et l'article 6 de la directive 2008/115. Il en résulte que les moyens sont irrecevables en ce qu'ils sont pris de la violation de ces dispositions.

3.1.2 Par ailleurs, en ce qui concerne l'article 3 de la CIDE, le Conseil rappelle que ces dispositions n'ont pas de caractère directement applicable. Le premier moyen est dès lors irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de cette disposition.

3.1.3 Enfin, le Conseil constate que la partie requérante ne peut non plus utilement se prévaloir de l'article 5 de la directive 2008/115. En effet les aspects de ces dispositions, invoqués par la partie requérante dans le cadre du développement de son deuxième moyen, ont été transposés en droit interne par la loi du 19 janvier 2012 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, qui a inséré l'article 74/13 dans la loi du 15 décembre 1980. Or, il convient de rappeler qu'un moyen pris de la violation de dispositions d'une directive transposée en droit interne n'est recevable que s'il est soutenu que cette transposition est incorrecte (en ce sens, arrêt CE, n° 217 890 du 10 février 2012). En l'occurrence, la partie requérante ne prétend pas que ladite transposition aurait été effectuée de manière non-conforme à la directive 2008/115, en manière telle que le moyen est irrecevable quant à ce. Le Conseil relève par ailleurs que la partie requérante n'invoque pas davantage la violation de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980.

3.2.1 Le Conseil ne peut que constater l'absence d'intérêt de la partie requérante quant à la première branche du reste de son premier moyen.

En effet, cette dernière n'explique nullement en quoi le fait, pour la partie défenderesse, de préciser que « *Rappelons qu'une demande d'autorisation de séjour basée sur l'article 9bis de la loi du 15.12.1980 et une demande de regroupement familial sur base de l'article 10 sont deux procédures distinctes* » serait contraire à l'article 12bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, dès lors que cette affirmation est fondée sur une simple lecture de la loi du 15 décembre 1980, l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 visant une demande d'autorisation au séjour et l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980 visant quant à lui une demande d'admission au séjour.

Par ailleurs, en ce que la partie requérante allègue que le requérant a fait valoir l'application, dans sa demande visée au point 1.5, l'article 12bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, en ce qu'il vise la notion de « circonstances exceptionnelles », le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 12bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, la demande d'admission au séjour sur la base de l'article 10 de la même loi doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour. Par dérogation à ce principe, la demande peut être introduite auprès de l'administration communale du lieu de séjour de l'étranger si celui-ci se trouve dans l'un des cas visés par l'article 12bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1° à 4°, de la loi, à savoir notamment « 3° s'il se trouve dans des circonstances exceptionnelles qui l'empêchent de retourner dans son pays pour demander le visa requis en vertu de l'article 2 auprès du représentant diplomatique ou consulaire belge compétent, et présente toutes les preuves visées au § 2 ainsi qu'une preuve de son identité ; [...] ».

Or, le Conseil constate, à la simple lecture de la première décision attaquée, que celle-ci a précisément estimé que les circonstances exceptionnelles alléguées par le requérant dans sa demande, visée au point 1.5, ne sont pas établies.

Au demeurant, le Conseil ne peut que constater l'imprécision utilisée par le requérant que ce soit :  
- dans les termes de sa demande visée au point 1.5, visant la demande d'un séjour « en exécution des articles 9bis et 10 de la [loi du 15 décembre 1980] » « en raison de son mariage avec Madame [M.K.]

[...] » (sans nulle mention de l'article 12bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, de la loi du 15 décembre 1980 que la partie requérante prétend pourtant en termes de requête avoir invoqué) ;

- dans les termes du courrier du 7 mai 2014, visant la « demande de régularisation de séjour fondée sur l'article 9bis de la loi du 15.12.1980 » ;
- dans les termes du courrier du 6 août 2015, visant la « demande de séjour en exécution de l'article 9bis et 10 [sic] de la loi du 15 décembre 1980 » ;
- dans les termes du courrier du 16 novembre 2015, visant les « demandes de régularisation » ; ou
- dans les termes du courrier du 3 février 2016, visant la « demande de séjour fondé sur l'article 9 bis et 10 [sic] de la loi du 15/12/1980 », de sorte que la partie requérante ne peut reprocher à la partie défenderesse de ne pas avoir mentionné l'article 12bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, de la loi du 15 décembre 1980.

Dès lors, la partie requérante n'a pas intérêt à la première branche du reste de son premier moyen.

3.2.2.1 Sur le reste du premier moyen, en ses deuxième et troisième branches, le Conseil rappelle que les circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies légalement, ne sont pas des circonstances de force majeure. Partant, il appartient à l'autorité d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, le caractère exceptionnel des circonstances alléguées par l'étranger justifiant l'introduction de sa demande auprès de l'administration communale de la localité où il séjourne.

Si la partie défenderesse, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, elle n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

3.2.2.2 En l'espèce, le Conseil observe que la motivation de la première décision attaquée révèle que la partie défenderesse a pris en considération et a, de façon détaillée, exposé les raisons pour lesquelles elle a considéré, dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, que les principaux éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour du requérant, ne constituent pas des circonstances exceptionnelles au sens indiqué *supra*. Il en est notamment ainsi des éléments relatifs à la présence de son épouse et de son enfant en Belgique (l'épouse du requérant étant enceinte au moment de l'introduction de la demande visée au point 1.5 mais l'enfant étant entre-temps né à Bruxelles en date du 27 décembre 2013 – en telle sorte que les arguments invoqués dans la demande et relatifs au risque d'accouchement prématuré de Madame [M.K.] en cas de voyage au Maroc et la nécessité de la présence du requérant en vue de l'accouchement ne sont plus pertinents et seule l'invocation de la naissance de l'enfant y sont examinés par la partie défenderesse), à l'intérêt supérieur de l'enfant, à l'invocation de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980, au fait que l'épouse du requérant dispose d'un contrat de travail et partant de revenus pour subvenir à leurs besoins, au fait que son casier judiciaire est vierge ainsi qu'à la longueur de la procédure de levée d'autorisation de séjour dans le pays d'origine du requérant.

Cette motivation n'est pas utilement contestée par la partie requérante, qui se borne à cet égard à prendre le contre-pied de la décision querellée et tente d'amener le Conseil à substituer sa propre appréciation des éléments de la cause à celle de la partie défenderesse, ce qui ne saurait être admis, à défaut de démonstration d'une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de la partie défenderesse à cet égard, *quod non* en l'espèce. Partant, la première décision attaquée doit être considérée comme suffisamment et valablement motivée.

3.2.2.2.1 Ainsi, en ce que la partie requérante reproche à la partie défenderesse la séparation, même temporaire, d'avec son enfant mineur, puisqu'il s'agit d'une « exigence purement procédurale puisque le requérant, d'après ce que la partie adverse semble affirmer dans sa décision, bénéficierait en réalité d'une régularisation de séjour ou d'un droit de séjour en exécution de l'article 10 de la loi du 15/12/1980 », le Conseil estime que l'argument manque en fait. En effet, force est de constater que le

premier acte attaqué fait mention de la possibilité pour le requérant d'introduire une demande de visa sur la base de l'article 10 de la loi du 15 décembre 1980 mais ne préjuge en rien de l'issue d'une telle procédure dès lors qu'il précise que « *si l'intéressé répond aux prescrits légaux, ce droit lui sera donc automatiquement reconnu* » sans se prononcer sur la question de savoir si le requérant répond auxdits « prescrits légaux ». Quant au caractère temporaire d'un éventuel retour au pays d'origine, il y a lieu de relever que si la partie défenderesse précise qu'un retour au pays d'origine afin de diligenter une procédure dans le cadre d'un regroupement familial ne serait que temporaire dès lors qu'il s'agit d'un droit, celle-ci n'étend pas cette conclusion à l'hypothèse d'un retour dans le cadre d'une demande sur la base de l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 – le caractère temporaire d'un retour dans cette hypothèse étant également envisagé ailleurs dans le premier acte attaqué, à savoir « *Toutefois, ces arguments ne constituent pas de facto une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour momentané au pays d'origine. En effet, l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher le requérant de retourner dans son pays pour le faire (C.E., 27 mai 2003). Un retour au Maroc en vue de lever les autorisations requises pour permettre son séjour en Belgique ne constitue pas une atteinte à la vie privée et familiale du requérant de par son caractère temporaire.* »

3.2.2.2.2 Ainsi encore, s'agissant de la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH et du grief qui est fait à la partie défenderesse de ne pas avoir procédé à la mise en balance des intérêts en présence, force est de rappeler que le Conseil d'Etat et le Conseil ont déjà jugé que « le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, de la [CEDH] peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa. Il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la [CEDH]. Cette disposition autorise donc notamment les Etats qui ont signé et approuvé la [CEDH] à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les Etats conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. L'article 8 de la [CEDH] ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire. L'exigence imposée par l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne intéressée a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait » (C.E., arrêt n° 161.567 du 31 juillet 2006 ; dans le même sens : C.C.E., arrêt n° 12.168 du 30 mai 2008).

La Cour constitutionnelle a également considéré, dans son arrêt n° 46/2006 du 22 mars 2006, qu'« En imposant à un étranger non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constituent pas davantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la Convention européenne des droits de l'homme. En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise » (considérant B.13.3).

Ces jurisprudences sont totalement applicables dans le cas d'espèce, dès lors que l'exigence imposée d'introduire en principe la demande de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, n'impose au requérant qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande.

En tout état de cause, le Conseil constate qu'il ressort de la lecture de la première décision attaquée que la partie défenderesse a pris en considération la vie privée et familiale du requérant, invoqués par

cette dernière à l'appui de sa demande visée au point 1.4 et a indiqué, en substance, la raison pour laquelle elle estime que celles-ci ne constituent pas des circonstances exceptionnelles, démontrant ainsi, à suffisance, avoir effectué la balance des intérêts en présence.

Partant, la violation de l'article 8 de la CEDH n'est nullement démontrée en l'espèce.

3.2.2.2.3 Ainsi enfin, le Conseil constate qu'il est mentionné dans la note de synthèse datée du 12 avril 2016 figurant au dossier administratif : « 1) intérêt supérieur de l'enfant : enfant en séjour légal, peut rester avec sa mère durant le retour temporaire de l'intéressé au PO → ne s'oppose pas à un éloignement temporaire 2) vie familiale : épouse + fille en séjour légal → analysé mais non retenu, ne s'oppose pas à un éloignement [...] », de sorte que la partie défenderesse a tenu compte de l'intérêt supérieur de l'enfant.

3.2.2.2.4 Compte tenu de tout ce qui précède, la partie défenderesse a valablement pu conclure qu'une séparation temporaire du requérant d'avec son épouse et son enfant en Belgique ne constitue pas une ingérence disproportionnée dans le droit à sa vie familiale et privée.

3.2.3 Au vu de l'ensemble des éléments qui précèdent, la partie requérante ne démontre pas la violation par la partie défenderesse des dispositions et principes qu'elle vise dans son premier moyen, de sorte que celui-ci n'est pas fondé.

3.3.1.1 Sur le reste du second moyen, en ce qui concerne le deuxième acte attaqué, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, le ministre ou son délégué « peut donner à l'étranger qui n'est ni autorisé ni admis à séjourner plus de trois mois ou à s'établir dans le Royaume, un ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé ou doit délivrer dans les cas visés au 1°, 2°, 5°, 11° ou 12, l'ordre de quitter le territoire dans un délai déterminé :

1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2;  
[...] ».

Un ordre de quitter le territoire, délivré sur la base de l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, est une mesure de police par laquelle l'autorité administrative ne fait que constater une situation visée par cette disposition pour en tirer les conséquences de droit.

Le Conseil rappelle en outre que l'article 74/14 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « § 1<sup>er</sup>. La décision d'éloignement prévoit un délai de trente jours pour quitter le territoire.

[...]

§ 3. Il peut être dérogé au délai prévu au § 1<sup>er</sup>, quand :

[...]

4° le ressortissant d'un pays tiers n'a pas obtempéré dans le délai imparti à une précédente décision d'éloignement [...] »

Le Conseil rappelle également que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

3.3.1.2 En l'espèce, le Conseil constate que le second attaqué repose sur le constat de ce que le requérant « *n'est pas en possession d'un visa en cours de validité* ». S'agissant du délai laissé au requérant pour quitter le territoire, la décision attaquée est notamment fondée sur le constat, conforme à l'article 74/14, § 3, 4°, de la loi du 15 décembre 1980, selon lequel « *l'intéressé n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire qui lui a été notifié en date du 27.09.2013* ».

Ces motifs ne sont nullement contestés par la partie requérante, laquelle se borne à reprocher à la partie défenderesse de ne pas avoir motivé sa décision au regard de l'intérêt supérieur de l'enfant et de



l'obligation de respecter la vie familiale du requérant, de sorte qu'il y a lieu de considérer le second acte attaqué comme suffisamment et valablement motivé à cet égard.

3.3.2.1 S'agissant de la violation alléguée de la vie privée et familiale du requérant sous l'angle de l'article 8 de la CEDH, le Conseil rappelle que lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie privée et/ou familiale est invoqué, il examine d'abord s'il existe une vie privée et/ou familiale au sens de la CEDH, avant d'examiner s'il y est porté atteinte par l'acte attaqué. Quant à l'appréciation de l'existence ou non d'une vie privée et/ou familiale, le Conseil doit se placer au moment où l'acte attaqué a été pris (cf. Cour EDH 13 février 2001, Ezzoudhi/France, § 25 ; Cour EDH 31 octobre 2002, Yildiz/Autriche, § 34 ; Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 21).

L'article 8 de la CEDH ne définit pas la notion de 'vie familiale' ni la notion de 'vie privée'. Les deux notions sont des notions autonomes, qui doivent être interprétées indépendamment du droit national. En ce qui concerne l'existence d'une vie familiale, il convient tout d'abord de vérifier s'il est question d'une famille. Ensuite, il doit apparaître, dans les faits, que le lien personnel entre les membres de cette famille est suffisamment étroit (cf. Cour EDH 12 juillet 2001, K. et T./ Finlande, § 150). L'existence d'une vie familiale ou d'une vie privée, ou des deux, s'apprécie en fait.

Ensuite, le Conseil doit examiner s'il y a ingérence dans la vie familiale et/ou privée. A cet égard, il convient de vérifier si l'étranger a demandé l'admission pour la première fois ou s'il s'agit d'une décision mettant fin à un séjour acquis.

S'il s'agit d'une première admission, comme en l'espèce, la Cour EDH considère qu'il n'y a pas d'ingérence et il n'est pas procédé à un examen sur la base du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Dans ce cas, la Cour EDH considère néanmoins qu'il convient d'examiner si l'Etat est tenu à une obligation positive pour permettre de maintenir et de développer la vie privée et/ou familiale (Cour EDH 28 novembre 1996, Ahmut/Pays-Bas, § 63; Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 38). Cela s'effectue par une mise en balance des intérêts en présence. S'il ressort de cette mise en balance des intérêts que l'Etat est tenu par une telle obligation positive, il y a violation de l'article 8 de la CEDH (cf. Cour EDH 17 octobre 1986, Rees/Royaume-Uni, § 37).

En matière d'immigration, la Cour EDH a, dans l'hypothèse susmentionnée, rappelé, à diverses occasions, que la CEDH ne garantissait, comme tel, aucun droit pour un étranger d'entrer ou de résider sur le territoire d'un Etat dont il n'est pas ressortissant (Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 23 ; Cour EDH 26 mars 1992, Beldjoudi/France, § 74 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43). L'article 8 de la CEDH ne peut davantage s'interpréter comme comportant, pour un Etat, l'obligation générale de respecter le choix, par des étrangers, de leur pays de résidence commune et de permettre le regroupement familial sur le territoire de ce pays (Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 39). En vertu d'un principe de droit international bien établi, il incombe en effet à l'Etat d'assurer l'ordre public, en particulier dans l'exercice de son droit de contrôler l'entrée et le séjour des non nationaux (Cour EDH 12 octobre 2006, Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga/Belgique, § 81 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43 ; Cour EDH 28 mai 1985, Abdulaziz, Cabales et Balkandali/Royaume-Uni, § 67). L'Etat est dès lors habilité à fixer des conditions à cet effet.

Compte tenu du fait que les exigences de l'article 8 de la CEDH, tout comme celles des autres dispositions de la Convention, sont de l'ordre de la garantie et non du simple bon vouloir ou de l'arrangement pratique (Cour EDH 5 février 2002, Conka / Belgique, § 83), d'une part, et du fait que cet article prévaut sur les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 (C.E. 22 décembre 2010, n° 210.029), d'autre part, il revient à l'autorité administrative de se livrer, avant de prendre sa décision, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance.

Lorsque la partie requérante allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

3.3.2.2 En l'espèce, le Conseil observe que le lien familial entre le requérant et son épouse et leur enfant n'est pas formellement contesté par la partie défenderesse. L'existence d'une vie familiale dans leur chef peut donc être présumée.

S'agissant en l'espèce d'une première admission, on se trouve dans une hypothèse où la Cour EDH admet qu'il n'y a pas d'ingérence dans la vie privée et/ou familiale du requérant, comme exposé ci-dessus. Dans cette hypothèse, seule la démonstration de ce qu'il y aurait une obligation positive dans le chef de l'Etat belge de délivrer à la requérante un titre de séjour et/ou de ne pas lui délivrer un ordre de quitter le territoire, compte tenu de la balance des intérêts en présence permettrait de conclure à une violation de l'article 8 de la CEDH.

En l'occurrence, le Conseil observe que la partie requérante ne démontre nullement que la vie familiale alléguée devrait se poursuivre impérativement exclusivement en Belgique, la « carte F+ » de son épouse ne lui imposant en soi pas de demeurer en Belgique et ne démontre donc nullement qu'il y aurait une quelconque obligation dans le chef de l'Etat belge, du fait de la vie familiale alléguée, de ne pas lui délivrer d'ordre de quitter le territoire.

Partant, au vu des éléments à sa disposition, il ne peut être reproché à la partie défenderesse d'avoir violé l'article 8 de la CEDH.

3.3.3 Au vu de l'ensemble des éléments qui précèdent, la partie requérante ne démontre pas la violation par la partie défenderesse des dispositions qu'elle vise dans son second moyen, de sorte que celui-ci n'est pas fondé.

#### **4. Débats succincts**

Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Le recours en annulation étant rejeté par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande en suspension.

#### **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

##### **Article unique**

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le cinq janvier deux mille dix-sept par :

Mme S. GOBERT, président f. f., juge au contentieux des étrangers,

Mme E. TREFOIS, greffier.

Le greffier,

Le président,

E. TREFOIS

S. GOBERT